

Existe-t-il des transactions dans la procédure pénale française ?

La définition de la transaction se situe dans l'article 2044 du Code Civil : « la transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître.

Mais peut-on l'imaginer en Procédure Pénale ?

Non, à priori, les transactions ne sont pas imaginables dans le cadre de la procédure pénale car sinon, le délinquant peut négocier l'Ordre Public, la peine, la qualification des faits avec le procureur de la république.

L'article 2046 du Code Civil dispose que « on peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit. La transaction n'empêche pas la poursuite du MP. Donc c'est possible entre la victime et l'auteur de l'infraction sur les intérêts civils, cela met fin à l'action civile (A°C). mais cela n'a pas d'influence sur les poursuites par le MP au nom de la société.

Les transactions n'existent donc pas dans la PP mais par contre elles existent dans le cadre de l'action civile.

La question qui s'offre à nous est de savoir si on peut considérer que la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité peut être vu comme une transaction ?

La réponse est NON, il ne s'agit pas de négocier, quand le Proc' de la Rép' le propose c'est à prendre ou à laisser, il n'y a pas de discussion possible.

Toutefois, on peut trouver à titre dérogatoires des types de procédure qui renvoit à l'idée de transactions. Il existe des exceptions instituant des transactions :

Il convient d'évoquer ces **types de procédure** :

- La composition pénale :

Art 41-2 du CPP c'est une mesure alternative au poursuite, mise en œuvre avant le déclenchement des poursuites, si elle est réalisée, elle provoque l'extinction de l'A°P.

Elle résulte d'un accord entre l'autorité de poursuite et la personne poursuivie. Il y'a une adaptation de la mesure aux circonstances de l'affaire, au regard de la personnalité de l'auteur de l'infraction.

- l'amende forfaitaire :

il y'a une acceptation d'une proposition faite par l'autorité de poursuite (art 529 et s du CPP). Cela conduit de l'extinction des poursuites. On est sur le terrain « contractuel ».

il convient ensuite de voir **les exceptions= les véritables transactions** :

Une infraction est commise mais un accord consensuel qui conduit à l'extinction de l'A°P, un contrat.

- art L.437-14 du code de l'environnement : paiement d'une somme d'argent pour réparer une pollution environnementale.

- la HALDE a la possibilité de proposer une transaction à l'auteur d'un acte discriminatoire.

-en cas de redressement fiscal, le fisc a la possibilité de demander une somme d'argent qu'il va toucher tout de suite au lieu d'une procédure judiciaire incertaine.